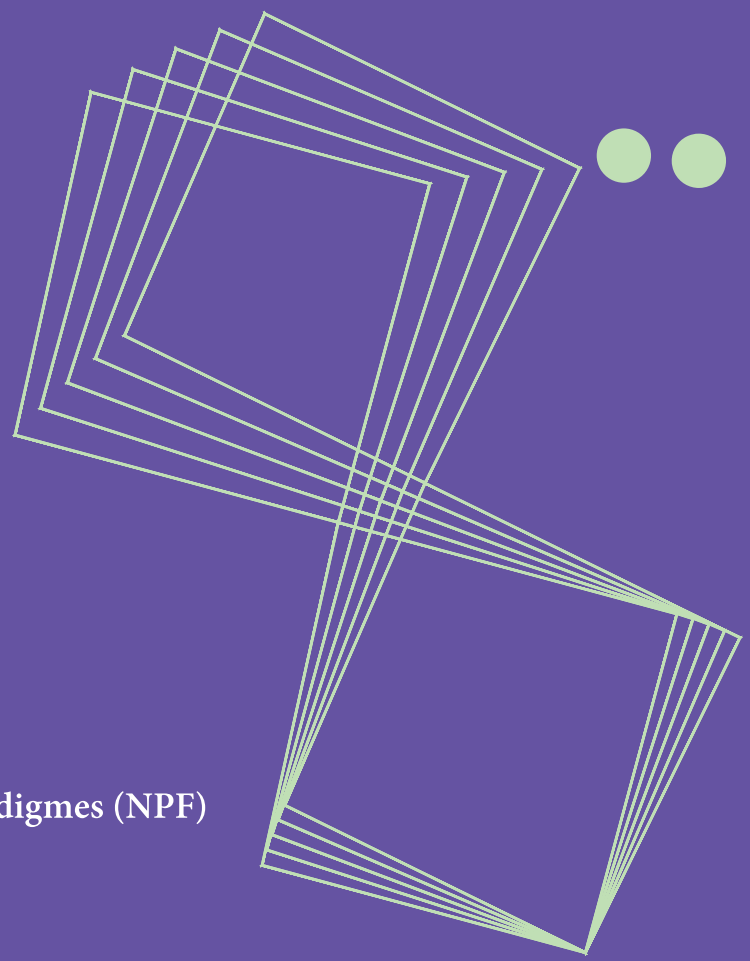




المجلس العربي
للعلوم الاجتماعية

Arab Council
for the Social Sciences
Conseil Arabe
pour les Sciences Sociales



2021



Programme de l'Atelier de Nouveaux Paradigmes (NPF)

Résistance Genrée

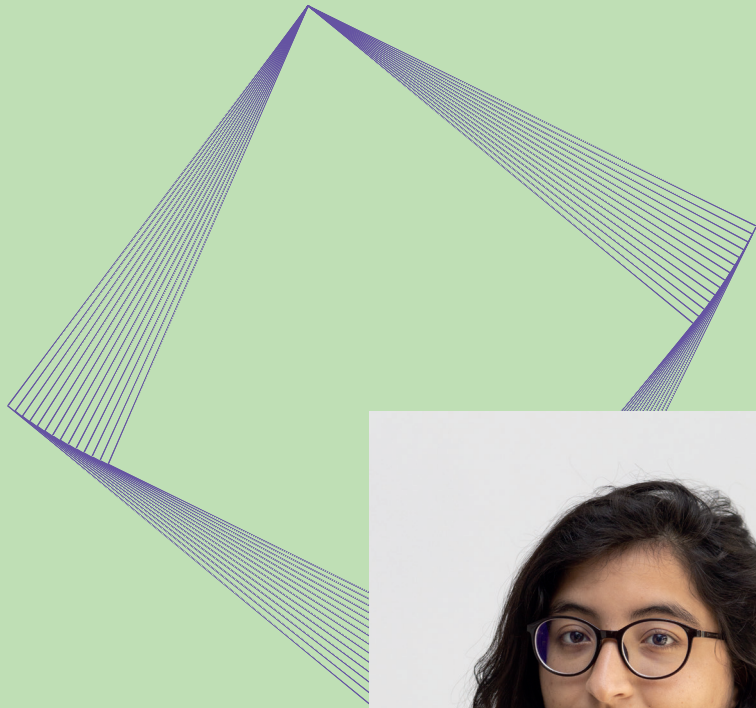


المجلس العربي
للعلوم الاجتماعية
Arab Council
for the Social Sciences
Conseil Arabe
pour les Sciences Sociales

© 2021 Conseil Arabe pour les Sciences Sociales
Tous droits réservés

Ce document est disponible sous une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC By 4.0). Cette licence vous permet de copier, distribuer et adapter le matériel gratuitement tant que vous créditez l'œuvre convenablement (y compris l'auteur et le titre, le cas échéant), fournissez le lien de la licence et indiquez si des modifications ont été effectuées. Pour plus d'informations, veuillez consultez cette page : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et n'expriment ou reflètent pas nécessairement les opinions officielles du Conseil Arabe pour les Sciences Sociales (CASS).



MALEK LAKHAL

Chercheuse associée à Arab Reform Initiative. Diplômée en théorie politique à Sciences Po Paris, ses recherches portent sur la citoyenneté en Tunisie postrévolutionnaire ainsi que sur les processus de formation et de professionnalisation au sein de la société civile tunisienne. Elle est par ailleurs rédactrice et éditrice au sein du magazine littéraire en ligne Asameena. Elle y publie des textes littéraires ainsi que des essais.



Militer et transmettre : Une étude des frictions entre « générations » de féministes

Dans une émission radio diffusée sur les ondes d'une radio publique tunisienne, deux militantes féministes présentaient le mouvement #EnaZeda qui depuis novembre 2019, agite les réseaux sociaux en Tunisie. L'une d'elles déclare : « le mouvement est parti de cette communauté de féministes de la nouvelle génération, jeunes et indépendantes ». Sa camarade renchérit : elles se distinguent du « féminisme traditionnel [où] le corps n'a pas une grande importance ». A la fin de l'entretien, elles évoquent une nouvelle génération de féministes : « Celles des années 2000, tayrin (Mot tunisien difficilement traduisible dans ce contexte. Littéralement tayrin signifie envolées.) [...] Elles n'ont pas peur parce que nées dans le changement, alors que nous sommes nées dans la stabilité ». Trois générations sont évoquées dans ce court échange. C'est dire si la division générationnelle est importante, pour se définir au sein du pan du mouvement féministe que je souhaite étudier.

Cette partie du mouvement féministe tunisien est située globalement à gauche et revendique l'absence de références religieuses dans ses discours. Dans une certaine mesure, on peut dire qu'une partie de son identité s'est construite en opposition aux mouvements politiques d'inspiration religieuse, y compris dans leur composante féministe (Kebaïli 2019). Elle mêle organisations non-gouvernementales (ONG) et collectifs non-institutionnels. Majoritairement composé de femmes cisgenres, hétérosexuelles et blanches, ce mouvement englobe des femmes qui vont de la classe moyenne basse à la classe


bourgeoise. Toutes quasiment sont étudiantes ou diplômées du supérieur et exercent des professions intellectuelles (professorat, journalisme, activité salariée dans une association etc.).

Je m'intéresserais ici à deux « générations militantes », j'entends par là un « ensemble de personnes ayant à peu près le même âge mais dont le principal critère d'identification réside dans des expériences historiques communes » (Henneron 2005). La première, constituée de femmes nées peu avant ou après l'indépendance, a lancé le mouvement féministe autonome des années 1980, mouvement qui a articulé les premières revendications féministes sortant du giron bourguibien. Une partie de cette génération de femmes, aujourd'hui soixantaines, a créé des associations comme l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) et l'Association des Femmes Tunisiennes Unies pour la Recherche et le Développement (AFTURD), encore actives aujourd'hui. La seconde « génération militante » est constituée de femmes nées sous Ben Ali et dont le militantisme féministe a vu le jour à partir de sa chute en 2011. Je m'intéresse en particulier à des collectifs tels que « Chaml » ou « Falgatna » qui réunissent des militantes, qui comme certaines de leurs aînées, se réclament de la non-institutionnalisation de leurs collectifs, et sont relativement critiques de l'ONG-isation des mouvements féministes (Jad 2016), tendance qui s'est accélérée en Tunisie depuis la Révolution. Si depuis quelques années, certains travaux s'intéressent à l'émergence de cette


nouvelle génération de militant-es féministes et évoquent la distance voire la méfiance qui les sépare de leurs ainé-es (Kréfa and Majdoub 2019), j'aimerais centrer mon travail sur les frictions entre ces deux générations.

En mettant la question générationnelle au centre, je souhaite aborder un aspect peu commun de la « résistance » genrée : la résistance à la tentation du rejet des générations précédentes. Si cette résistance ne s'inscrit pas dans un rapport de tension immédiate avec le système patriarcal, se situant plutôt à l'échelle de la subjectivité de chacune, cette résistance, cet apprentissage lent et tortueux de la nuance, me semble des plus nécessaires à discuter au sein de nos groupes et collectifs, dans la mesure où le système patriarcal encourage l'effacement progressif du travail des militantes féministes. Dans un autre contexte, celui des universités occidentales, ce rejet prend la forme d'une critique presque exclusivement discursive des pensées et actions produites par les intellectuels et activistes arabes au prétexte qu'ils useraient de concepts « impérialistes » et « dépassés » tels que « modernité », « sécularisme », « progrès » ou encore « droits de l'homme ». Cette critique sert aussi à écarter les travaux des générations précédentes de féministes. Comme l'écrit Hodda Al Sadda, « La critique anti-impérialiste est prise dans un binarisme verrouillé entre universalisme et relativisme culturel, une forme de méta-narration qui ne tient pas compte des détails, des récits personnels de lutte et d'accommodement » (Elsadda 2018). Mon travail cherchera à montrer que ce rejet intergénérationnel qui concerne le féminisme mais aussi toutes sortes d'autres mouvements sociaux en Tunisie, émane d'une vision tronquée de l'histoire où les conflits ayant ponctué les activités de la génération dite « ancienne » ont été effacés au profit d'une histoire lissée et centrée sur les institutions issues de ce

mouvement, histoire qui offre plus d'espace, donc, à la critique intergénérationnelle.



J'aborde un aspect peu commun de la « résistance » genrée : la résistance à la tentation du rejet des générations précédentes



Par mon âge, je me sens plus proche de la « génération militante » qui a émergé après la Révolution. Mais, n'ayant pas vécu en Tunisie de manière continue et étant plus francophone qu'arabophone, ma trajectoire diffère de celle de la plupart des militantes. Toutefois, comme beaucoup de ces féministes, mon entrée dans le féminisme a commencé par le rejet de « La Femme Tunisienne », expression brandie par le pouvoir et les médias pour diviser les femmes au profit d'une lecture opposant « les femmes modernes » à « l'obscurantisme ». En accompagnant ma mère à une manifestation organisée en août 2012 par l'ATFD contre l'inscription de la complémentarité homme-femme dans la Constitution par le parti Ennahdha, j'ai entendu des femmes chanter « El mra el tounseya mahech Meherzia » (« La Femme Tunisienne n'est pas Meherzia [Laabidi, vice-présidente de l'Assemblée Nationale Constituante, députée d'Ennahdha] » ou encore « El mra el tounseya ramz el joumhoureya » (« La Femme Tunisienne, symbole de la République »). L'affirmation de soi comme « symbole » l'utilisation de slogans attaquant d'autres femmes m'ont menée à rompre avec la génération précédente des féministes. C'est ce rejet initial que je remets en question aujourd'hui, et ce d'autant plus que les mouvements féministes de ma génération sont fragilisés par l'ONG-isation croissante du mouvement d'une part et par les luttes de pouvoir à l'intérieur des groupes horizontaux d'autre part. Il convient de dire d'ores et déjà

que bien que remis en question, ce rejet de la génération féministe qui me précède est resté ancré en moi sur certains aspects, notamment sur la question du voile qui reste souvent perçu comme un symbole d'oppression pour ces dernières, et ce, sans faire de place aux discours portés par les femmes voilées sur elles-mêmes et leurs choix. J'ai toutefois essayé de ne pas laisser cet « instinct » de rejet prendre le dessus sur ma recherche.

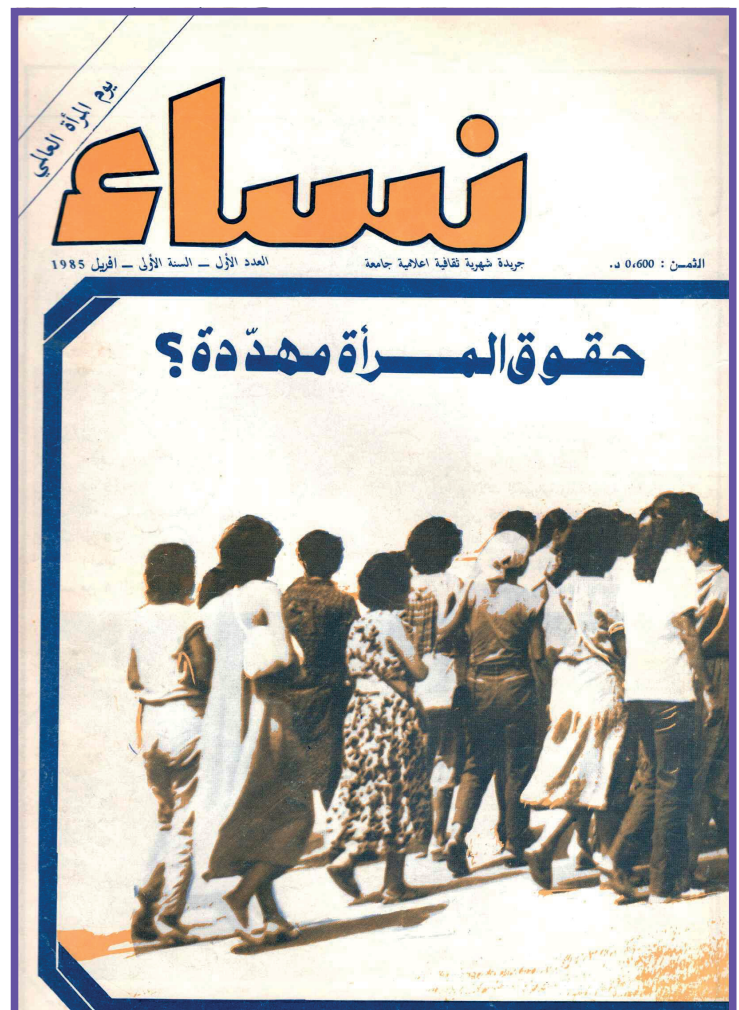
A partir d'une dizaine d'entretiens semi-directifs avec des militantes féministes, je présente en première partie les deux générations, leur composition et le moment politique dans lequel chacune s'est inscrite. Puis, toujours à partir des entretiens que j'ai menés, je présente les ruptures politiques et les tentatives de transmissions qui lient ces deux groupes, pour essayer ensuite de montrer les limites du concept de génération dans la lecture du mouvement féministe séculariste.

Du public à l'intime : Genèse des tensions

Le féminisme autonome

La Tunisie a très souvent été dépeinte comme une « exception » par rapport au reste du monde arabe en matière de droit des femmes. On retrouve cette rhétorique aussi bien dans le discours universitaire sur les statuts personnels dans le monde arabe que dans celui du régime tunisien lui-même, prompt à se mettre en avant comme « exception » arabe. Contre ce discours monopolisant la cause féminine au profit du pouvoir en place (Bessis : 2004), un courant féministe autonome voit le jour en 1978 à l'initiative d'étudiantes. Ce groupe, « le Club d'Etude de la Condition des Femmes » (CECF) (Marzouki 1993), que l'histoire retiendra sous le nom de « Groupe du Club Tahar Haddad »,

se réunira pendant cinq ans (Jrad 1996 : 13) au Club Culturel Tahar Haddad à la Médina de Tunis, alternant réunions en non-mixité féminine et présentations publiques traitant de problématiques telles que la violence exercée contre les femmes, les inégalités salariales etc. Plusieurs initiatives verront le jour dans le sillage de ce groupe : la commission femme à l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (1982), la revue Nisaa (1985), et enfin, l'ATFD, légalisée en 1989, pendant la courte période de libéralisation ayant suivi la chute de Bourguiba.





Couverture arabe du premier numéro de la Revue Nisaa, publié en Avril 1985.

Tout en restant ancré à gauche, le mouvement se distinguait par un rejet explicite de l'organisation hiérarchique des partis de la gauche tunisienne où beaucoup de femmes se

sont senties marginalisées. L'organisation du mouvement était explicitement horizontale, divisée en commissions et réunie en assemblée plénière. Composé de femmes syndicalistes, militantes politiques, d'étudiantes ou de femmes non-affiliées à des partis, le groupe était assez divers. Si les parcours militants étaient variés, les profils éducatifs et professionnels l'étaient peu. Jrad décrit des femmes « ayant presque toutes un niveau universitaire – [exerçant] des métiers dits intellectuels – enseignantes, médecins, avocates, cadres d'entreprise » (Jrad 1996). Cette homogénéité fera l'objet de critiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe, critiques qui se cristalliseront autour d'accusations d'élitisme et de francophonie. Si l'accusation d'élitisme revenait à positionner ces femmes dans la catégorie de bourgeoises privilégiées, l'accusation de francophonie visait, elle, à disqualifier ces femmes en leur reprochant un manque d'authenticité par rapport à l'identité arabo-musulmane de la Tunisie. Une pratique des plus communes chez les opposants aux féministes issus des rangs de la gauche radicale (Jad 2004) qui ont tendance à scruter les parcours éducatifs et professionnels des femmes pour y déceler élitisme et occidentalisation sans que l'idée de retourner le regard sur leurs propres parcours, leurs affiliations à la classe bourgeoise ou encore sur l'influence qu'exercent les théories occidentales sur eux ne leur traverse l'esprit.

Au gré des dynamiques à l'intérieur du groupe, certains sujets ont été mis plus en avant que d'autres. C'est notamment le cas des conditions de travail des ouvrières et travailleuses agricoles, sujet de travail de la commission femme créée à l'UGTT à l'initiative de femmes syndicalistes affiliées au groupe Tahar Haddad. Cela créera des tensions avec d'autres tendances rejetant l'entrée de la politique partisane et du syndicalisme dans le groupe, lui préférant la réflexion centrée sur la condition féminine.



Par mon âge, je me sens plus proche de la « génération militante » qui a émergé après la Révolution

Pour Jrad, les « activistes » (C'est le terme qu'elle utilise pour qualifier celles dont l'approche privilégiait l'action politique à l'approfondissement des questions féministes.) ont empêché une remise en cause profonde du patriarcat, remise en cause qui « impliquait sur les plans personnel et relationnel, une conscience critique de la valeur de certains choix [...] porteur d'éventuelles ruptures » (Jrad 1996: 46), notamment les questions liées au couple, à la famille, à la sexualité etc. Faisant partie des « radicales », elle assume une approche « qui, même peu acceptée dans le présent, préparait quand même l'avenir [...] d'un projet féministe ». Pour Sana Ben Achour, future présidente de l'ATFD, un clivage « opposait deux conceptions de l'action sur le terrain. Il y avait, d'un côté, celles qui étaient attachées à la subjectivité et à la prise en compte de l'identité femme; d'un autre côté, il y avait celles qui étaient politiques comme moi et qui étaient convaincues que le changement ne se ferait que par les lois, les politiques et les institutions » (Mahfoudh 2014). Cela a donné lieu à un dernier clivage, qui de l'aveu même de Ben Achour « a été à l'origine de la défection de plusieurs femmes du mouvement au moment de décider de l'avenir du groupe » (Mahfoudh 2014), celui portant sur la forme que prendra l'institutionnalisation du mouvement. Les fondatrices des associations qui seront créées dans le sillage de la tendance « activiste » « ont pratiquement toutes débutées leurs engagements au cours des années 1970 dans les organisations de gauche syndicale et/ou partisans » (Kréfa and Le Renard 2020: 70). Ce sera cette dernière tendance, institutionnalisée et luttant pour

l'évolution du cadre légal que retiendra l'histoire et avec elle, les militantes de la génération post-2011. De l'aveu même de Jrad, la tendance qu'elle représentait sera renvoyée à l'oubli : « Il y a eu, dans le mouvement féministe, un travail d'évacuation des tendances les plus radicales du mouvement. Les tendances institutionnelles sont celles qui ont plus ou moins triomphé [...] puisque l'histoire est écrite par les vainqueurs ».

L'entrée de l'intime et du corps

Le collectif Chaml est l'un des visages du renouveau que connaît le féminisme en Tunisie. Né en 2013 des discussions d'un groupe de militantes qui se sont d'abord connues en ligne puis se sont rencontrées in real life, il compte aujourd'hui 244 membres sur le groupe Facebook. Ce dernier n'est ouvert qu'aux femmes cisgenres, ce qui de l'aveu même des co-fondatrices a causé des débats. Soucieux de corps, de sexualité, d'intime, le groupe s'inscrit en rupture à la fois avec le féminisme d'Etat et le féminisme associatif, incarné par l'ATFD, considéré trop éloigné des préoccupations de cette génération.

L'affaire Meriem Ben Mohamed, du nom (d'emprunt) d'une jeune femme violée par des policiers et accusée ensuite par eux d'atteinte à la pudeur, est la première grande affaire féministe post-Révolution. Elle marque les débuts de l'organisation d'un noyau d'une nouvelle génération de féministes qui prend ses distances avec la génération militante antérieure, assimilée à l'ATFD, tout en mobilisant le réseau de l'ATFD dont des militantes prennent en charge la défense de la victime (Kréfa 2016; Kréfa and Majdoub 2019). Amal, co-fondatrice du collectif Chaml, militait à l'époque dans des groupes mixtes, elle évoque la difficulté à parler de droit des femmes dans les groupes de jeunes révolutionnaires qu'elle fréquentait :

« Déjà quand tu parlais d'égalité homme-femme, les mecs se levaient en colère : « Vous voulez encore l'égalité homme femme ? Ça ne vous suffit pas ce que vous avez eu sous Ben Ali ? ». A ce moment, je ne veux plus de la mixité, je passe trop de temps à me disputer, à me justifier, à justifier ma présence [...] Je voulais me réunir avec des filles, j'ai commencé à chercher des filles sur Facebook qui me ressemblent. [...] On a commencé à se voir dans la vraie vie, on est restées parler [...] Ce qui nous pesait le plus c'était la femme tunisienne. Ils ont créé un modèle qui ne ressemble à aucune d'entre nous, et nous, on lui court derrière sans jamais le rattraper [...] On est plurielles, multiples, diverses. L'objectif était de représenter cette pluralité. »

Cette pluralité fait écho à la fois à la plus grande ouverture au travail militant que connaît le pays depuis 2011, mais aussi, à l'aspiration des « Chamlionnes » elles-mêmes, à affirmer que la diversité constitue une valeur en soi : « On insiste sur le fait qu'on est un « nous » mais un « nous » qui met l'accent sur l'individualité de chacune. Toi tu es plus importante que le « nous ». Il y a dans cette approche une certaine vengeance [contre] la singularité réprimée ». Cet accent sur le personnel s'est illustré en 2014 avec l'hashtag #Moi_Aussi_J'ai_Ete_Violentée (considéré précurseur à #EnaZeda et à #MeToo), lancé sur Facebook par des militantes victimes de violences, notamment dans le cadre de leurs activités dans les mouvements sociaux, mais aussi, dans celui du couple (hétérosexuel) avec des camarades de gauche. Nombreuses étaient les militantes dans les mouvements sociaux qui sont arrivées au féminisme après avoir été lassées par leur marginalisation dans ces groupes mixtes. Pour Yosra, qui dit s'être toujours identifiée comme féministe et qui a dû convaincre d'autres filles du groupe qu'elles

aussi l'étaient, « l'objectif ce n'est pas d'avoir l'étiquette féministe du début. L'objectif c'est de l'avoir à la fin, après avoir discuté ».

Les tensions

Tensions générationnelles et politiques

Lorsqu'on interroge certaines militantes de cette génération, la perception qu'elles ont (ou ont pu avoir) des associations issues du CECF est étonnamment proche des critiques d'élitisme et de francophonie émises par les adversaires de ces femmes pendant les années 80. Ainsi Amal, dit « J'étais en colère contre l'ATFD, contre le symbole ATFD. Avec le recul, c'était plus ou moins normal. Je viens des régions [...] Je déteste le langage académique et j'ai un rapport compliqué avec la langue. Tout de suite après la révolution j'ai récupéré mon arabe, j'ai choisi d'écrire en arabe, aussi fragile et fatigué était-il. Ma formation [universitaire] était très francophone, je pensais en français. Avec la révolution j'étais dans le rejet du français. Leur discours un peu académique, un peu français, ça a créé des problèmes. Après, ça a un peu changé. Ma sensibilité très aigüe a baissé, [vers] plus de tolérance, plus de compréhension. »

Yosra, elle, s'est rendue après la Révolution à l'université féministe Ilhem Marzouki, un projet porté par l'ATFD depuis 2009, qui vise à « faire découvrir aux jeunes les différentes dimensions de la discrimination sexiste, l'importance de promouvoir les droits des femmes et l'égalité pour l'avenir de la société tunisienne » (Meron 2017). Se qualifiant à l'époque de « féministe dans mon coin », elle raconte : « J'ai eu un choc quand j'ai été présenté aux Femmes Démocrates, j'ai ressenti un décalage énorme. Déjà, l'âge, mais aussi, le contenu de la formation [...]

C'était bourgeois, presque académique. Il y avait beaucoup d'universitaires. Ce n'était pas ma vision du féminisme, moi, c'était beaucoup plus personnel [...] Je voulais de l'introspection, du travail sur soi, sur c'est quoi être une femme ». Ce projet, qui aurait pu constituer une plateforme intéressante de la transmission intergénérationnelle n'a pas fait long feu.



Le collectif Chaml est l'un des visages du renouveau que connaît le féminisme en Tunisie



Pour comprendre cette rupture, plusieurs paramètres rentrent en compte. D'une part, l'appartenance de classe est un facteur de distance évident entre les deux générations. Ainsi pour Amal « Il faut comprendre d'où elles sortent : classe moyenne supérieures, elles ne sont pas dans le nihilisme ou dans la déconstruction radicale, parce qu'elles, dans leurs vies, elles ne sont pas comme ça [...] C'est plus facile pour un jeune ou une personne totalement marginalisée d'être radicale ou d'être dans la violence qu'une personne de la classe moyenne supérieure qui passe sa vie à construire : une maison, une famille, une carrière. »

D'autre part, l'approche légaliste, centrée sur le plaidoyer pour les droits des femmes, ne satisfait pas des militantes qui ont placé leurs expériences personnelles au cœur de leur identité féministe. Toutefois, on peut supposer que le contexte autoritaire dans lequel a évolué le groupe Tahar Haddad, puis l'ATFD, a poussé ces militantes vers des réflexes de prudence et d'auto-censure qui ont inhibé l'expression des préoccupations intimes, personnelles des militantes. Toutes les militantes de cette époque avec lesquelles j'ai fait des entretiens affirment que les questions personnelles, notamment

celles liées à la sexualité étaient abordées dans le groupe, sans toutefois en sortir, le stigmate pesant sur les militantes féministes étant déjà assez lourd à porter. Azza Ghanmi, militante syndicaliste qui fréquentait le club explique cela par la nature de l'espace au club Tahar Haddad : « On n'était pas dans un espace clos, ça communiquait avec d'autres salles. Mais on se voyait beaucoup en dehors du club, soit en soirée soit en réunion [...] Ces choses-là se traitaient plus entre gens proches, mais avec ça, ça sortait quand même ».


D'autre part, si l'accent mis sur le légalisme est venu avec l'institutionnalisation du mouvement, il ne faut pas négliger le fait qu'en contexte autoritaire, le plaidoyer juridique, notamment à travers la pression internationale (Elsadda 2018) à laquelle le régime de Ben Ali était très sensible compte tenu de son souci à une image de pays « d'exception » en matière de droit des femmes, était l'une des rares armes dont disposaient ces militantes pour se faire entendre. Toutefois, la composition du groupe, notamment le fait que l'ATFD était constituée de nombreuses juristes a sans doute influencé la trajectoire institutionnelle prise par l'association.

Mais au-delà des positions différentes dans la société et des choix faits dans un cadre autoritaire, ce sont les choix politiques faits après la Révolution qui ont contribué à grossir le fossé entre les militantes post-2011 et celles du féminisme du CECF, incarné à l'époque par l'ATFD et l'ATFURD, ses seules héritières institutionnelles. Les tensions, la méfiance générationnelle se sont cristallisées autour de la centralité prise par la question « identitaire ». Ici, il est nécessaire de revenir brièvement sur la relation des féminismes des années 80 à l'islamisme. La génération du CECF a vécu la montée en puissance des partis islamistes


durant les années 80. Un sentiment d'urgence face à la menace a dominé, le parti islamiste demandant l'organisation d'un référendum sur le CSP. Le 31 Mars 1989, des militantes féministes organisent une manifestation anti-islamiste pour défendre le CSP. Le mouvement amorce un processus de retour à la défensive, où, face à la menace, les féministes du CECF, toutes tendances confondues, se retrouvent et se replient vers la défense des « acquis » bourgeois, attendant que l'Etat maintienne le cap réformiste et modernisateur, favorable aux aspirations de ces femmes. Nombreux sont les entretiens et les ouvrages qui abordent le temps pris par Ben Ali pour se positionner au sujet des droits des femmes. Il aurait laissé planer le doute sur ses intentions à ce sujet, afin de mieux ranger les progressistes en général et les féministes en particulier de son côté face à la montée de la menace « intégriste ». Ça ne sera qu'en 1990 (Bessis 1999) que Ben Ali déclarera officiellement son attachement aux « acquis des femmes tunisiennes », reprenant la posture du patriarce propre à Bourguiba : celui qui donne leurs droits aux femmes (par le haut) et les protège de la menace islamiste venue du « bas », de « al-'amma ».

Très vite après la révolution, « Les schèmes d'interprétation [recourant] aux oppositions entre « tradition » et « modernité », « islamisme » et « laïcité » » (Kréfa 2016) reprennent du service, notamment à l'aune des travaux de rédaction d'une nouvelle constitution, par une Assemblée Constituante où le parti islamiste est le mieux représenté. Dans un contexte rendu tendu par les assassinats politiques de figures de la gauche sous le gouvernement dominé par Ennahdha, on voit surgir un retour de la politique du compromis avec la tendance destourienne, héritière de Bourguiba. L'ATFD et l'ATFURD s'engagent dans une coalition opposée à Ennahdha, la coalition « Hraier Tounes » où

elles côtoient une organisation décriée en son temps par la génération CECF, l'Union Nationale de la Femme Tunisienne (UNFT), organe du parti destourien créée en 1956. L'appellation qualifiera plus tard les partisans de Béji Caïd Essebsi, ancien ministre de Bourguiba, auto-proclamé héritier de ce dernier qui gagnera les élections présidentielles de 2014 en misant sur le redéploiement de la figure du « Combattant Suprême ». Dans le même temps, des militantes ATFD assez connues, comme Bochra Bel Haj Hmida ou Saida Garrach rejoignent les rangs de son parti, Nidaa Tounes qui regroupe une coalition hétéroclite d'anciens opposants et de caciques de l'Ancien Régime, réunis par l'anti-islamisme, mais aussi, par une volonté de retour à l'idéologie réformiste propre au pouvoir destourien (Hibou 2009).



On insiste sur le fait qu'on est un « nous » mais un « nous » qui met l'accent sur l'individualité de chacune



Ce retour à la défense des droits des femmes en recourant à l'appui d'un patriarche de l'Ancien Régime qui clame ouvertement la nécessité de fermer la « parenthèse de la révolution » est plutôt mal vue par les femmes de la nouvelle génération militante, qui ont pour beaucoup lutté dans les mouvements contre la violence policière et la défense des blessés de la révolution (Kréfa and Majdoub 2019). Par ailleurs, le retour en force de la question identitaire, a renforcé une vision où le corps des femmes est le siège symbolique de l'identité de la société, les femmes sont ainsi écrasées sous le poids de « La Femme Tunisienne », expression à laquelle on accolera des adjectifs tels que « moderne », « libre » et « éduquée » pour la distinguer implicitement de l'autre femme-symbole : la femme « soumise » et « ignorante », assimilée aux musulmanes

pratiquantes, notamment les femmes voilées. Ce modèle unique de femme, est l'objet d'un rejet vif par la plus jeune génération qui se réclame de la pluralité des identités. Enfin, il faut rajouter à tout cela une tension générationnelle généralisée entre la génération des militants et militantes qui se sont opposés à Bourguiba et à Ben Ali qui voient leur heure enfin venue et les jeunes militants qui considèrent qu'avec la Révolution de 2011, ils ont réussi là où leurs aînés ont échoués et qu'ils devraient, à ce titre, avoir un accès aux sphères de pouvoir.

Le problème des lectures générationnelles

Mais ici, une lecture strictement générationnelle de ce phénomène se révèle réductrice. D'une part, cette lecture efface les conflits des féministes du CECF au point de les lisser en un seul et même bloc ayant abouti à l'institutionnalisation sous la forme de l'ATFD et de l'AFTURD. Dans le même temps, cette lecture réduit la génération du CECF aux positions de certaines personnalités rattachées à l'ATFD, au détriment d'autres, moins visibles, moins médiatiques. Azza Ghanmi, ancienne secrétaire générale de l'ATFD qui vit aujourd'hui en France, critique ouvertement le positionnement de l'association : « Depuis la révolution il y a eu un moment très flou sur le plan idéologique, notamment pour le féminisme. Quand il y a eu la troïka [L'alliance politique réunissant le parti islamiste Ennahdha avec le parti de centre-gauche Ettakatol et le Congrès pour la République], l'association ne l'a pas montré directement mais comme ses leaders, ses visages connus se sont alliés aux gens de l'Ancien Régime, ça a brouillé les cartes. [...] Ce qui m'a beaucoup interrogé à l'époque, c'est la peur. La peur ne peut pas être une méthode de travail. Il faut avoir peur, mais pas au point de perdre nos

repères [...] Ce flou politique a été, pour moi, un problème. Quand on m'a invitée à reprendre, j'ai dit non. ». La pensée en génération, en vagues, montre ici clairement ses limites en ce qu'elle a tendance à tronquer, lisser tout ce qu'elle touche.

Par ailleurs, il faut souligner que des dialogues existent entre les militantes des deux générations, notamment au sein du groupe Chaml où quelques femmes de la première génération militante s'activent, publient et réagissent. Fathia, militante ATFD vivant en France raconte : « J'étais heureuse de rafraîchir mon féminisme à moi et surtout dire qu'on peut être dans des processus d'émancipation d'un côté comme d'un autre, mais la reconnaissance me semblait capitale [...] Il y a un entremêlement et un ressourcement des deux côtés, je ne favorise pas l'affrontement. [...] Dans Chaml, la tendance est à un langage d'émancipation qui ne tient pas compte des institutions et de leur langage. Alors que dans le monde, la femme est travaillée par les conventions internationales, à Chaml il n'y a pas cette contrainte. Elles sont plus libres à imaginer, à créer, en dehors de ces frontières [institutionnelles] ». Cette possibilité de dialogue est aussi valorisée par Azza Ghanmi, aujourd'hui présente sur le groupe, mais qui s'en était retirée après une dispute au sujet de ce qu'il convenait de faire dans un cas de harcèlement au travail. Ayant longtemps été coordinatrice de la commission lutte contre la violence faite contre les femmes à l'ATFD et se réclamant d'une méthodologie construite « avec et pour les femmes victimes de violence », Azza a dénoncé la mise en danger de la victime par certaines des militantes du groupe, qui souhaitaient dénoncer publiquement son agresseur, le patron d'un des plus grands groupes industriels tunisiens. On peut lire cet épisode comme le signe d'une absence de transmission, de non-prise en compte des savoirs accumulés par la génération précédente. Cette absence de transmission,

certaines féministes commencent à la ressentir comme un manque, donnant lieu à une prise de conscience progressive de la nécessité de recueillir les témoignages, d'ouvrir les archives et de faire vivre cette histoire, notamment à travers la publication de certaines archives en ligne, et la création de podcast documentaires.

Conclusion

J'ai entamé cette recherche en m'interrogeant sur le rejet que j'avais pu ressentir pour une génération de féministes tunisiennes, sur la dureté avec laquelle leur expérience pouvait être renvoyée au passé, à ce qui ne compte plus, à ce qu'il faut « dépasser » par certains pans de la « génération » suivante. À travers cet exercice, j'ai voulu ébranler la notion même de « génération » féministe. Bien que celle-ci peut contribuer à situer les contextes, à les comparer, la notion de génération peut mener à une évacuation parfois dédaigneuse de pans de notre histoire sous prétexte que ces derniers ne sont plus d'actualité. Contrairement au « bloc » formé par une lecture générationnelle du mouvement féministe, les conflits, les oppositions restent vives au sein des anciennes du CECF, et ces conflits, récents comme anciens, peuvent alimenter la réflexion des militantes féministes de la génération post-2011. Certaines questions, comme celle de l'horizontalité du mouvement, ont fait l'objet d'analyses, de lectures et de conflits au sein de la génération CECF. Prendre en compte cette histoire, ces conflits pourraient faciliter la prise en charge des conflits actuels à ce sujet au sein du mouvement.

Au-delà de la nécessité de reconnaissance des mouvements féministes des années 80 et des luttes qui s'y sont menées, il y a une mémoire à faire vivre. L'effacement de l'hétérogénéité de

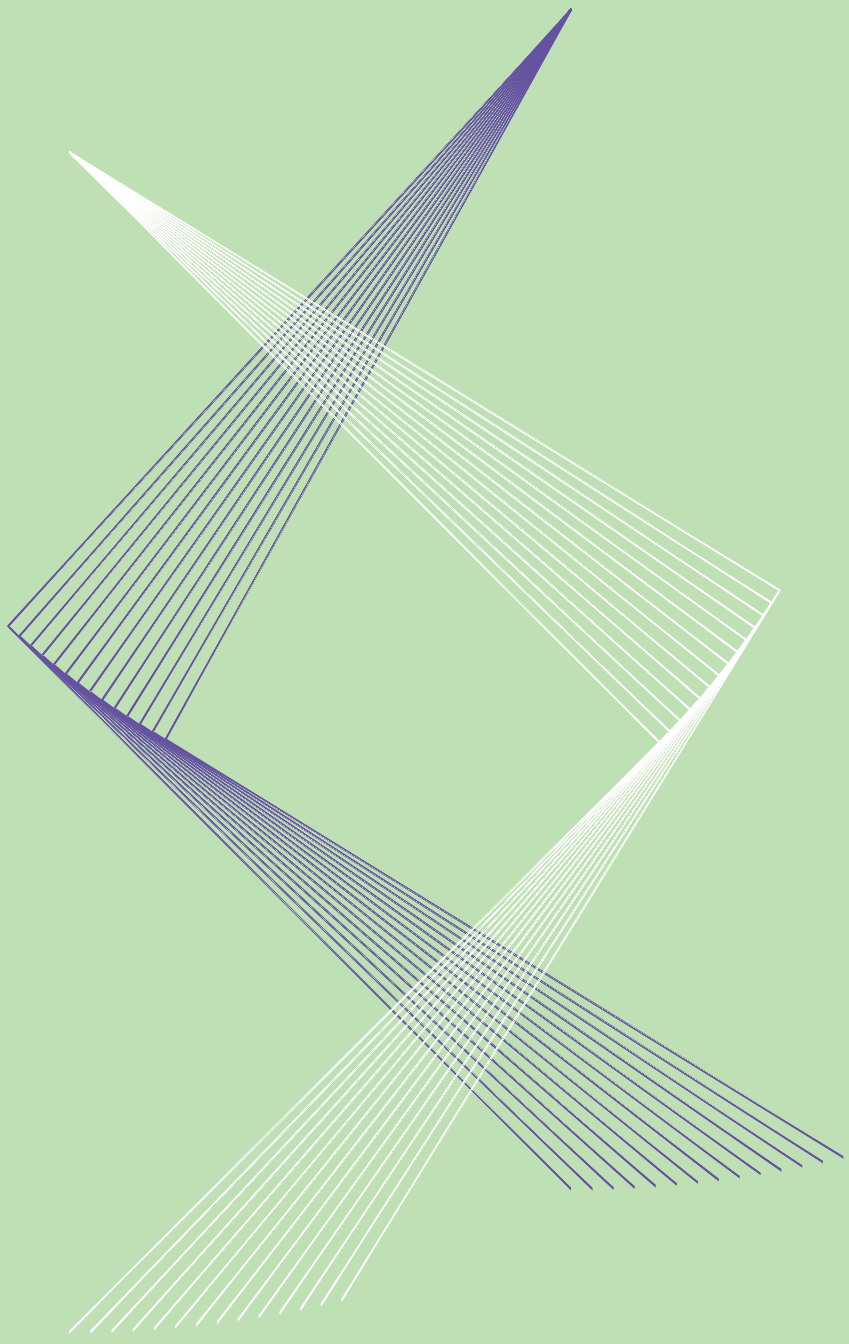
ces mouvements, notamment les pans non-institutionnalisés, l'effacement des conflits et tensions qui l'on secoués ont favorisé l'émergence d'un récit tronqué, où toute une génération de femmes est assimilée à un bourguibisme qu'elles ont été les premières à remettre en question. Bien sûr, la conjoncture politique, les rapports de force défavorables à l'expression non-institutionnalisée et l'incapacité à sortir d'une vision réformiste de la société ont mené à un repli vers « les acquis bourguibiens », mais il n'en reste pas moins que les premières remises en question de « La Femme Tunisienne » ont émergé au sein de ces groupes.

Il n'est pas question de tresser les lauriers du passé, de tout reprendre en bloc dans une espèce de célébration qui irait de soi, qui n'aurait pas à se justifier idéologiquement ou politiquement. Il est question d'un inventaire détaillé, minutieux, des luttes menées par le passé, afin d'en dégager des pistes pour nos luttes aujourd'hui. La lecture strictement générationnelle, en ce qu'elle efface et lisse les tensions intragénérationnelles d'un côté comme de l'autre, au profit d'une lecture de conflit intergénérationnelle, dépolitise, décomplexifie, d'un côté comme de l'autre les conflits, au profit de lectures téléologiques de l'histoire.

Lors d'un entretien, Fathia Chaari, déplore que « Toute la richesse de nos débats est confinée dans des cahiers ». Des cahiers, des magazines, des écrits mais aussi des témoignages oraux, toute une série de matériaux qui gagnent à être lus, étudiés, critiqués. Mais à condition d'être accessibles. La mémoire féministe ne cesse de nous échapper à coup d'éditions épuisées, de cahiers volés ou perdus, de silences, mais aussi, d'absence d'écoute, de manque de temps, d'envie ou de moyens. Or, l'effacement de cette mémoire, nous savons toutes qu'il est politique. Il s'agirait donc de lutter contre l'oubli, en prenant le temps de se replonger dans ces archives, de les rendre

plus accessibles aux militantes et non plus seulement aux chercheuses, luttant, résistant ainsi à la tentation de faire table-rase du passé, de le reléguer au rang de l'obsolète.





BIBLIOGRAPHIE

Entretiens

- Amal Khelif et Yosra Sghaier, Avril 2020
- Fathia Chaari, Juillet 2020
- Neila Jrad, Juillet 2020
- Azza Ghanmi, Août 2020

Bessis, Sophie. 1999. "Le féminisme institutionnel en Tunisie." *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, no. 9 (April). <https://doi.org/10.4000/cli0.286>.

Elsadda, Hoda. 2018. "Travelling Critique." *Feminist Dissent*, no. 3 (November): 88–113. <https://doi.org/10.31273/fd.n3.2018.293>.

Henneron, Liane. 2005. "Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain." *L'Homme & la Société* 158 (4): 93–111. <https://doi.org/10.3917/lhs.158.0093>.

Hibou, Béatrice. 2009. "Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine." *Revue d'histoire moderne contemporaine* n° 56-4bis (5): 14–39.

Jad, Islah. 2016. "The 'NGOization' of the Arab Women's Movements." *Al-Raida Journal* 0 (0): 38–47. <https://doi.org/10.32380/alrj.v0i0.442>.

Jrad, Neila. 1996. *Mémoire de l'oubli: réflexion critique sur les expériences féministes des années quatre-vingt*. Tunis: Cérès.

Kebaïli, Sélima. 2019. "Des réseaux informels à la managérialisation : une association de femmes dans la Tunisie (post) révolutionnaire." *Ethnologie française* 49 (2) : 311–22. <https://doi.org/10.3917/ethn.192.0311>.

Kréfa, Abir. 2016. "Les rapports de genre au cœur de la révolution." *Pouvoirs* 156 (1): 119–36. <https://doi.org/10.3917/pouv.156.0119>.

Kréfa, Abir, and Amélie Le Renard. 2020. *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*.

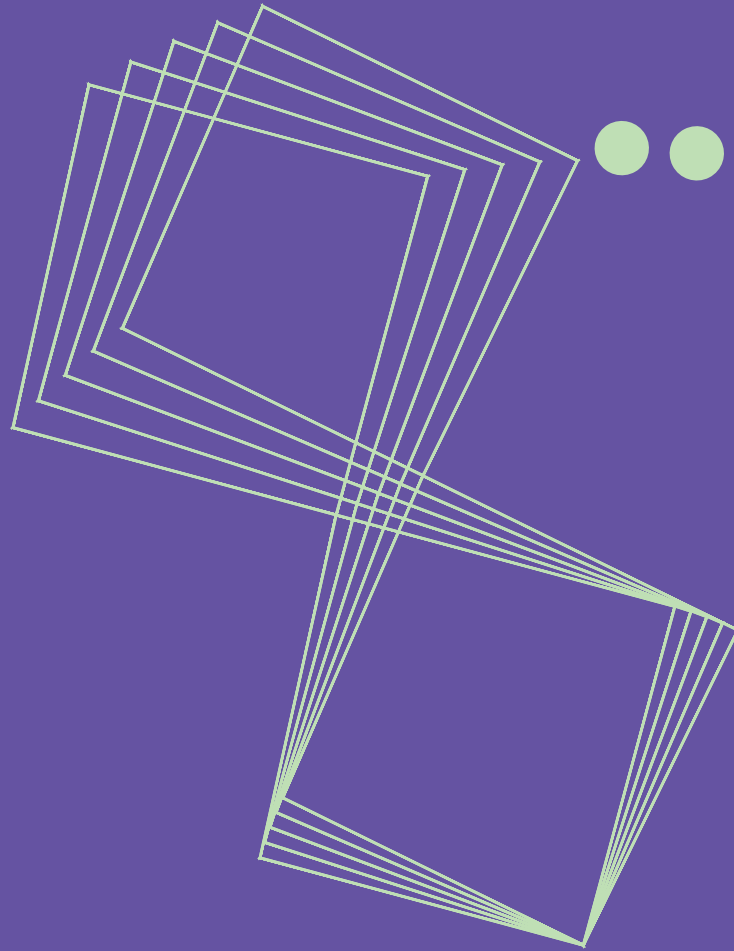
Kréfa, Abir, and Rania Majdoub. 2019. "Le corps des femmes dans la Tunisie postrévolutionnaire." *L'Homme la Société* n° 209 (1): 63–90.

Mahfoudh, Amel. 2014. "« C'est le féminisme qui m'a amenée en politique et pas le contraire. » Entretien avec Sana Ben Achour, féministe tunisienne." *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 33 (2): 96–111.

Marzouki, Ilhem. 1993. *Le mouvement des femmes en Tunisie au 20e siècle: féminisme et politique*. Paris: Maisonneuve et Larose.

Meron, Monique. 2017. "Souad Triki, une féministe pour la démocratie en Tunisie." *Travail, genre et sociétés* 38 (2): 5–25. <https://doi.org/10.3917/tgs.038.0005>.





Arab Council for the Social Sciences
John Kennedy Street, Ras Beirut
Alamuddin Building, 2nd Floor
Beirut-Lebanon

T. +961 1 370 214
F. +961 1 370 215
E. info@theacss.org



theacss.org

theacss

@acss_org

acss_org

المجلس العربي للعلوم الاجتماعية
شارع جون كينيدي، رأس بيروت
بناية علم الدين، الطابق الثاني
بيروت-لبنان